

Voix de la résistance : Hamas, Hezbollah, Jihad islamique, FDLP et FPLP

Víctor de Currea-Lugo

<https://victordecurrealugo.com/>



Il existe une définition de la résistance qui dépasse complètement la lutte armée, c'est ce que m'ont dit des militants sociaux, des réfugiés, des religieux de différentes congrégations, des porte-parole d'organisations politiques et des gens ordinaires, pour qui la résistance est aussi (et parfois plus importante que la lutte armée.) la défense de la culture palestinienne, de la nourriture, de la langue, de la danse et, bien sûr, du feu du rêve du retour.

Il existe déjà plusieurs groupes dans l'armée : les Brigades Al-Qassam sont la branche armée du Hamas ; les Brigades Al-Quds, qui sont la branche armée du mouvement du Jihad islamique ; les Brigades Salah-Adin sont issues des Comités de Résistance Populaire ; Les Brigades Ansar sont dirigées par un secteur d'Al-Fatah, et un autre secteur dirige les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa.

Le Front populaire de libération de la Palestine compte les Brigades Abu Ali Mustafa ; Le Front démocratique de libération de la Palestine compte les Brigades de résistance nationale, également appelées Forces du martyr Omar Al-Qassem. La résistance est quelque chose qui va au-delà des fusils, mais il y a ici un espace pour ceux qui combattent par la résistance armée. La peur que suscite la résistance chez le sionisme est grande, parce qu'elle peut précipiter une escalade régionale dont ils ne veulent pas et parce que leur capacité militaire est pertinente.

Le mouvement du Jihad islamique



Le mouvement du Jihad islamique est moins connu que le Hamas, bien qu'il soit la deuxième force politico-militaire à Gaza. Cheikh Ali Abou Shahin, membre du bureau politique du Jihad, m'a accordé une interview dont on peut extraire les lignes politiques de son organisation.

Le nom Jihad (qui signifie effort) a été largement déformé en Occident, où il est défini, à tort et même avec malice, comme guerre. Une de mes premières questions porte sur l'équilibre entre islam et nationalisme au sein de votre mouvement et il répond : « Nous sommes un mouvement national ; notre vision du monde est basée sur l'Islam. Il n'est parfois pas facile de séparer l'identité nationale de l'identité religieuse ; mais cela n'implique pas la création d'un État religieux, d'un État islamique. En termes politiques, nous sommes un mouvement de libération nationale ; « Nous n'avons jamais combattu au-delà de la géographie de la Palestine. »

Il précise qu'ils ne combattent pas Israël parce qu'ils sont juifs, « mais parce qu'ils sont des occupants. Chacun est libre de croire en ce qu'il veut ; Le Coran lui-même dit que la foi ne peut être imposée par la force ; mais une chose est une foi et une autre est qui est mon occupant.

"Notre mouvement existe parce qu'il y a une occupation à laquelle nous devons résister", ajoute-t-il. En raison de cette occupation, les Palestiniens sont dispersés, certains dans les pays voisins et d'autres dans les régions les plus reculées. Et il existe un groupe de Palestiniens qui vivent toujours en Palestine, « exposés aux arrestations, aux meurtres et à la répression ».

Des éléments historiques déterminants apparaissent toujours dans les analyses : « Le Royaume-Uni, dès avant la Seconde Guerre mondiale, suivant son propre agenda, a contribué à la relocalisation des Juifs sur le territoire palestinien et l'a fait aux dépens du peuple palestinien. » Il réaffirme que la Palestine a été prise par la force, « à travers des massacres. « Ces massacres ont tenté d'être dissimulés et ils espéraient que les Palestiniens garderaient le silence. » Mais ils ne l'ont pas fait. « En tant que mouvement de libération nationale, nous avons le droit de résister, comme le reconnaît le droit international », et il cite en exemple la résistance française contre les nazis.

Ils ont participé dès le début à l'opération Déluge d'Al-Aqsa. « Nous ne sommes pas une armée régulière ; "Nous résistons dans le cadre de notre droit à l'autodéfense", mais avant cette action, comme il le mentionne, ils ont vu et subi la détérioration progressive de la situation dans leur pays.

Considérez que le 7 octobre, les Palestiniens n'ont pas mené une attaque, mais plutôt un acte de défense, après des années et des années d'attaques israéliennes. « Le récit présenté par Israël est celui d'une victime d'une attaque, mais ce n'est pas le cas. Israël est l'opresseur, l'occupant, l'agresseur. Et malgré les Etats-Unis et l'asymétrie militaire, nous continuerons à résister.» Face au dilemme d'un ou deux États, il répond : « le vrai dilemme est de savoir s'il faut perdre la terre ou se libérer de l'occupation ». L'autre problème est qu'« Israël n'accepte pas la création d'un État palestinien ».

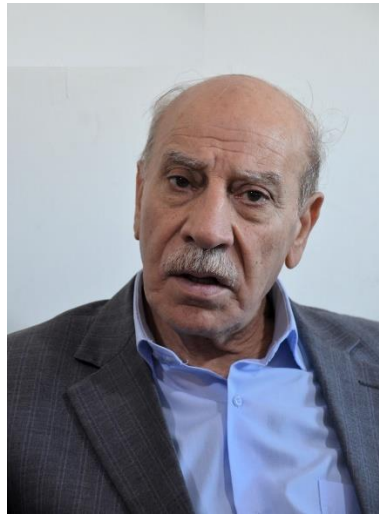
Les relations avec d'autres secteurs palestiniens ont parfois été tendues, notamment avec l'Autorité palestinienne. « Nous luttons pour l'unité interne, tant sur le champ de bataille que sur la scène politique. Al-Fatah poursuit son chemin de négociation, nous ne voyons pas de résultats ; Mais nous sommes avant tout pour le dialogue interne entre Palestiniens.»

Le mouvement Jihad est plus proche de l'identité du Hamas que d'autres organisations : « Dans nos relations avec d'autres brigades, notamment celles du Hamas, nous avons une très haute coordination à la fois à Gaza et en Cisjordanie. Avec le Hamas, nous partageons le fait que nous sommes des groupes de résistance, des mouvements musulmans et palestiniens. Parfois, nous pouvons être en désaccord sur des points tactiques ou sur de petites différences ; mais notre stratégie est la même. Par exemple, « lors des élections de 2006, nous avons décidé de ne pas participer ; Ce sont davantage des divergences d'opinions.

Le développement de la résistance à Gaza contraste avec une certaine forme de silence en Cisjordanie, j'évoque donc la possibilité d'une troisième Intifada. Cheikh Ali me précise : « nous devons commencer par nous souvenir des luttes déjà menées par et en Cisjordanie, sans oublier que les opérations israéliennes contre la Cisjordanie sont constantes. Aujourd'hui, il existe une nouvelle réalité. « Nous ne sommes pas dans la même génération que la précédente Intifada, mais il est clair qu'un nouveau soulèvement est à venir. »

Est-ce vraiment un nouveau contexte ? Je pose cette question parce que parfois la lutte palestinienne semble se répéter comme une boucle, comme si elle n'avancait pas. Il me répond que le peuple palestinien « croit à la résistance parce qu'il veut changer la réalité et parce que nous avons vu des résultats. "Les Etats-Unis veulent changer la géographie du Moyen-Orient, en commençant par Gaza."

Le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP)



Le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) est l'une des organisations de résistance créée il y a 54 ans, au cours desquelles il a participé à de nombreuses opérations militaires et compte plus de 400 martyrs. 7 000 autres de ses membres se trouvent dans les prisons israéliennes. Ces chiffres sont issus de mon dialogue avec Ali Faysal, membre du Bureau politique du FDLP et vice-président du Conseil national palestinien, le parlement palestinien.

Le FDLP est un parti politique de gauche qui fait partie d'une organisation plus grande et plus connue : l'OLP. Et faire partie de l'OLP implique une lutte pour la représentation des différents secteurs chez le porte-parole palestinien, basée sur deux éléments : « la résistance et l'unité ». Dans le même temps, le FDLP dispose de sa propre branche armée, les Brigades de résistance nationale, également connues sous le nom de Forces du martyr Omar Al-Qassem, qui font partie de la résistance armée et partagent l'espace politique et militaire avec le Hamas à Gaza. Après le 7 octobre, ce groupe insiste sur le fait que l'essentiel est la lutte contre l'occupation ; "Le reste est secondaire."

En Cisjordanie, le Front a également résisté, il y a fait des martyrs et capturé des gens. Pour le Front, « il ne peut y avoir d'État en Cisjordanie sans Gaza, ni d'État palestinien à Gaza sans Cisjordanie ; et aucun d'eux sans Jérusalem comme capitale.

Les brigades FDLP étaient également présentes dès le début de l'opération d'octobre 2023, combattant l'armée israélienne. L'Opération Déluge d'Al-Aqsa, me dit Ali Faysal, « est une bataille de toutes les factions de la résistance et de tout le peuple palestinien ». Il le décrit comme « un coup direct porté aux bases fondatrices » de l'État sioniste et également « contre la croissance continue des colonies ». L'occupation vise « le déplacement massif de notre peuple vers le désert du Sinaï ».

Le FDLP défend le droit à l'autodétermination et Jérusalem comme capitale de l'État de Palestine. Ali Faysal démystifie le mythe sioniste selon lequel « la Palestine est la terre sans peuple pour le peuple sans terre ». Le sionisme s'est construit à partir de l'occupation forcée d'un peuple sur le territoire d'un autre, ce qui explique le nettoyage

ethnique. Et c'est ce qu'ils veulent répéter à Gaza, « un scénario colonial ». Il ajoute : « Israël n'a pas réussi à gagner », malgré l'aide américaine.

Le FDLP est la preuve qu'il n'y a pas des Palestiniens de Gaza et d'autres de Cisjordanie (il qualifie ce discours de « création hollywoodienne »), qu'il y a plus de vases communicants entre les différents secteurs palestiniens que nous ne le pensons et qu'il ne s'agit pas d'une dichotomie (OLP contre Hamas) mais du fait que le paysage politique palestinien est plus complexe. L'Opération, précise-t-il, « a non seulement approfondi l'identité nationale palestinienne, mais a également placé la lutte palestinienne au premier plan dans l'opinion publique du monde arabe et du monde en général ».

Les divergences du FDLP avec d'autres groupes palestiniens se sont manifestées lors des dialogues de Madrid avec Israël, notamment parce que la question des colonies n'a pas été abordée de manière adéquate. « Oslo a cherché à faire de la Cisjordanie une terre « contestée » plutôt qu'une terre de la cause palestinienne » (elle le dit en divisant les zones A, B et C), ce qui a été utilisé par Israël pour étendre sa politique de colonisation. Il est clair pour moi que ni cette question ni celle des réfugiés ne seront oubliées lors d'éventuelles négociations.

Une autre erreur commise par Oslo a été de « laisser l'économie palestinienne soumise à l'économie israélienne : ni sa propre monnaie, ni l'industrialisation, ni la production nationale. "Toutes les exportations passent par les ports israéliens." Sans sa propre économie, il ne peut y avoir de souveraineté. Le FDLP ne reconnaît pas comme valable ce qui a été signé avec Israël, aussi longtemps qu'Israël continuera à détenir et à tuer des Palestiniens. Une partie de son combat actuel dans le domaine diplomatique réside dans la reconnaissance de la Palestine comme État à part entière devant l'ONU et non, comme c'est le cas aujourd'hui, uniquement comme État observateur.

Je pose des questions sur les divergences avec d'autres secteurs de l'OLP, comme la vision de la résistance et les accords d'Oslo, et Ali Faysal me répond : « l'OLP est le représentant de tous les Palestiniens et en son sein, nous ne devons pas résoudre les différends ». À l'extérieur, « même l'OLP devrait inclure le Jihad islamique et le Hamas ». Il insiste sur le fait qu'« en tant que gauchistes, laïcs et socialistes, nous pensons que le changement doit venir de l'intérieur ; "Nous croyons à l'unité, au débat des contradictions." Le Front propose deux étapes, étant donné l'impossibilité d'organiser des élections : une direction palestinienne incluant toutes les factions et une stratégie commune visant à « établir une direction unifiée pour la résistance populaire ». Ces mesures chercheraient à repenser l'Autorité palestinienne actuelle.

Le Parti d'Allah, le Hezbollah



Le Hezbollah est une organisation très disciplinée. Ses militants ne sont pas enclins à faire des déclarations officielles sans autorisation et encore moins en temps de guerre. Mais il existe des analystes politiques ayant une autorité reconnue par ce groupe pour en parler, sans nécessairement être dans ses rangs. C'est le cas de Hassan Elayam, de la Rencontre Nationale des Médias.

J'ai commencé par m'interroger sur la nature du Hezbollah, présenté en Occident comme un groupe terroriste. Sa réponse s'appuie sur des citations du droit à la résistance et du cadre juridique sur la légitimité d'un peuple à expulser les occupants de ses terres : « Mais quand ce droit est vu de l'Occident, tout dépend de ses intérêts et, donc, » Tout groupe de résistant est présenté comme terroriste.» C'est le programme des États-Unis.

La permanence de l'État israélien dans la région ne serait pas possible sans le soutien du colonialisme britannique, français et américain ; pour ce soutien, « Israël ne s'est conformé à aucune résolution des Nations Unies sur la question palestinienne depuis 1947 ». Il me dit : « la résistance palestinienne a commencé bien avant le projet de partition du territoire, elle a commencé dans la lutte contre la domination coloniale britannique », qui a rendu possible la création du projet sioniste. Ce n'est donc pas une cause récente.

Comme dans d'autres organisations du Moyen-Orient, il existerait une tension entre son discours nationaliste et son engagement explicite envers l'Islam. Hassan souligne que « les mouvements de résistance ont donné des résultats, et les plus efficaces sont ceux à composante religieuse. Pour le Hezbollah, il n'est pas nécessaire de séparer la composante politique de la composante religieuse. Ils voient cette double nature comme un avantage et non un inconvénient. Bien que ce groupe ait une foi, il agit au Liban sur la base d'un « calcul national pour défendre le sol national ».

Un sujet incontournable est la guerre de 2006 contre Israël, également en tant qu'espace d'apprentissage militaire. « Le Hezbollah apprend depuis 1982. Au début, il s'agissait de

petites cellules, sans la capacité politique que nous voyons aujourd'hui. Il a une hiérarchie claire ; « Il a appris de 2006, mais aussi de la guerre en Syrie. » Si le Hezbollah a expulsé Israël du Liban en 2000 et l'a affronté en 2006, il est possible qu'en 2023 il devienne un ennemi bien plus puissant.

Mais cette propre force est généralement associée à une prétendue « caricature de l'Iran ». À ce sujet, Hassan insiste sur le fait que « le Hezbollah agit de manière indépendante, qu'il s'agit d'un parti politique qui agit selon sa propre volonté », mais souligne qu'il existe une tentative de promouvoir le récit de l'axe du mal : tous les groupes de la région sont des terroristes. qui dépendent de l'Iran. « La vérité est que l'Opération Déluge d'Al-Aqsa est 100 % palestinienne. »

Mais cette résistance, bien qu'elle se bat sur une géographie nationale, s'étend dans la région de manière coordonnée, notamment en Syrie, en Irak, en Iran, au Liban, au Yémen et en Palestine. Le Hezbollah a déclaré que si les attaques contre les civils au Liban se poursuivaient ou si la résistance à Gaza était perçue comme un échec, il entrerait pleinement dans la guerre.

Est-ce vrai ? je demande. Pour lui, « les États-Unis et Israël connaissent l'importance de la résistance et leur capacité à la frontière entre le Liban et Israël. Sans aucun doute, si Gaza a besoin de soutien, le Hezbollah interviendra. »

Il ne s'agit pas seulement de savoir si la résistance peut frapper, c'est pourquoi je pose des questions sur les chances réelles de gagner, non pas par désir, mais par calcul plus rationnel. Mon interlocuteur sourit presque sans me laisser terminer la question pour répondre : « bien sûr, il y a des différences de capacités militaires, mais la résistance est animée par une réelle conviction, tandis que l'ennemi se bat sans la volonté nécessaire. « S'il s'était basé uniquement sur des calculs militaires, le Hamas n'aurait rien fait depuis le 7 octobre. »

Depuis lors, la Palestine fait l'actualité mondiale et le sera pendant longtemps, du moins aussi longtemps qu'Israël sera en danger. « L'opération d'inondation d'Al-Aqsa doit être considérée comme une expérience réussie », en tenant compte du fait qu'elle semble être le résultat davantage d'une volonté que d'un calcul rationnel. J'ai le sentiment que la résistance est plus un sentiment qu'un ensemble d'idées.

En plus de cet entretien formel, j'ai interagi avec des personnes du Hezbollah qui m'ont donné des éléments de débat. Ces voix, celles de leurs militants, apportent plus d'analyse, même s'ils me demandent de ne pas les citer, encore moins comme source officielle. Avec cette précision, je partage ici quelques thèmes ressentis au sein du Hezbollah.

« Le Hezbollah est une force de résistance. Ce sont les habitants de ces villes (au sud du Liban) qui ont expulsé Israël en 2000. Ici, dans les années 80 et 90, le Hezbollah a affronté l'occupation israélienne dans une guérilla. En 2006, le Hezbollah a compris l'importance de disposer de plus de formation, de plus de technologie et de plus d'armes. Depuis la défaite d'Israël en 2006, nous savons qu'il y a un agenda en suspens. En Syrie, « le

Hezbollah a combattu comme une armée, apprenant de la guerre classique et utilisant une grande variété d'armes ». « Israël sait que tout cela a fait du Hezbollah davantage une armée qu'un petit groupe. »

Dans cette résistance, le Hamas est le grand protagoniste. « Quiconque combat contre Israël est notre ami, notre frère. Nous ne remarquons pas qu'ils (le Hamas) sont sunnites et que nous (le Hezbollah) sommes chiites ; "Ce n'est pas un problème, ce n'est pas une question religieuse." Mais la relation du Hezbollah avec l'Iran apparaît immédiatement : « Nous sommes un parti politique libanais. "L'Iran est un allié, pas un patron."

Je leur demande comment ils envisagent l'entrée du Yémen à ce stade. "C'était prévu; Ils luttent contre le sionisme depuis des années et n'ont rien à perdre ; Ce sont nos cousins. L'un de mes interlocuteurs souligne la position stratégique de ce pays en mer Rouge. « Une partie de la norme musulmane consiste à défendre la Oumma – la communauté musulmane – ce que les autres musulmans ne font pas. » De même, il y a des attentes à l'égard des Brigades irakiennes et syriennes qui se sont déclarées membres de la résistance. Et il évoque le soutien de l'Europe à l'Ukraine, "c'est l'exemple que les autres Arabes devraient suivre avec les Palestiniens".

Au sein du groupe, on ne craint pas que le conflit s'étende, mais ce n'est pas souhaitable. Ils savent que cela pourrait être le début de la Troisième Guerre mondiale. Ils savent qu'Israël n'est pas négligent, mais pleinement vigilant. « Mais ce qui fonctionne avec Israël, ce n'est pas une guerre conventionnelle, mais une guérilla. »

Mouvement de résistance islamique, Hamas



Il n'a pas été facile d'obtenir un entretien avec des porte-parole autorisés du Hamas au Liban, mais j'ai finalement pu le faire à Johannesburg, en Afrique du Sud, dans le cadre d'un acte de solidarité avec la Palestine. Là, j'ai retrouvé un médecin, Basem Naim, que j'avais interviewé dans un hôpital de Gaza en 2008. Il m'a orienté vers un autre porte-parole officiel du Hamas, le responsable pour l'Asie occidentale, Khaled Qadomi, qui était présent à la même réunion.

Il était inévitable de s'interroger sur la nature du Hamas, et Khaled répond : « Le Hamas a trois piliers : être palestinien, être un mouvement de libération nationale et croire en un islam tolérant. « Ces trois piliers vont de pair. »

L'un des récits les plus répandus, même parmi les acteurs des relations internationales, est que le Hamas a été créé par Israël et les États-Unis, et non par quelque chose d'authentique pour les Palestiniens. En évoquant une telle hypothèse, mon interlocuteur précise : « Depuis les années 70, le concept de lutte et ses objectifs ont été discutés dans les rues palestiniennes dans différents espaces : la culture, l'économie, les médias, les écoles, les syndicats, les partis politiques. » et c'est ainsi qu'il me résume la naissance du Hamas « avant le nom du Hamas ».

Après les Intifadas, sont venues les élections de 2006. « Notre peuple a exigé notre participation aux élections de 2006, des élections qui ont été supervisées par le président Carter lui-même. Et nous avons gagné. Mais nous n'avons pas eu la possibilité de gouverner ne serait-ce qu'un jour en paix, des contre-mesures, des embargos et des pressions sont venus. Ils ont puni notre peuple pour sa propre décision (d'avoir voté pour le Hamas). Nous ne sommes pas simplement un parti politique, mais une tendance parmi le peuple, même au-delà de la Palestine ; « Nous le voyons dans les manifestations partout dans le monde en soutien à la résistance. »

Au milieu de cet entretien, je me souviens de mon expérience à Gaza, où j'ai vu que le Hamas était bien plus que ses brigades ; c'est-à-dire plus qu'un bras armé. « Nous croyons en un concept holistique de résistance. L'axe est la lutte armée parce que nous sommes sous occupation. « Nous avons exploré la négociation, nous aimons dialoguer, nous voulons juste une vie respectable, mais pas au détriment de nos droits. »

Le Hamas et l'Autorité palestinienne ont eu une histoire de désaccords sur lesquels j'aurais dû poser des questions. « Aujourd'hui, il n'y a pas un seul mot qui nous éloigne de l'unité ; Nous sommes tous unis pour arrêter la guerre. En Cisjordanie, la situation est pire : nous avons perdu des centaines de Palestiniens, la mosquée Al-Aqsa est vide, des civils sont détenus, le nombre de postes de contrôle militaires a augmenté. "Nous sommes unis, il n'y a pas de place, en ce moment, pour parler d'idéologie ou de politique partisane, nous sommes unis pour mettre fin à l'agression israélienne."

Une question que j'ai entendue dans de nombreux forums est de savoir si le Hamas a pris en compte, avant sa campagne d'octobre 2023, l'intensité de la réponse qu'Israël pourrait apporter dans le domaine militaire, causant tant de dégâts au peuple palestinien ; C'est comme ça que je vous le présente. Le porte-parole du Hamas me dit : « Rappelez-vous comment Israël a répondu à la flottille de la liberté : des gens sont venus, non pas pour aider le Hamas, mais pour aider les enfants de Palestine. Israël leur a tiré dessus. Voilà le vrai visage d'Israël, qui commet des crimes depuis 75 ans. En 1948, il efface 600 villes de la carte. C'est le nouveau nazisme. Le meurtre de civils palestiniens relève de la responsabilité d'Israël (et non du Hamas). »

Est-il possible que nous soyons confrontés à un Israël militairement surestimé et à une résistance sous-évaluée ? « La lutte pour l'indépendance ne commence pas par un calcul de votre puissance. Nous avons étudié de nombreux exemples, ceux des Vietnamiens, des Philippins, de la Révolution française, des kamikazes japonais, de tous ceux qui ont lutté contre le pouvoir colonial. Nous avons une petite armée, nous sommes au moins 40 000 combattants. Parmi eux, seuls 3 000 ont participé à l'action du 7 octobre. Et on s'attaque à deux piliers de l'ennemi : l'économie et la sécurité », m'explique le médecin.

Et à propos de sa tactique de préparation à la récente opération, il déclare : « la construction de tunnels, l'installation d'oxygène, la fabrication de fusées... nous avons tout fait à partir de zéro, à partir de pierres. Nous disposons de roquettes d'une portée de 200 kilomètres » et avec cette préparation « nous pénétrons la frontière électrifiée entre Gaza et la Palestine occupée ; Nous utilisons des parachutes comme s'il s'agissait d'avions à réaction. La nécessité est la mère de la création.

Ils savent qu'ils ne sont pas seuls. « C'est le devoir de toute voix rationnelle dans le monde, pas seulement des musulmans ou des Arabes, tous ceux qui partagent des valeurs humaines doivent soutenir notre cause. Nos amis du Hezbollah, de l'Irak et du Yémen offrent leur sang », dit-il, soulignant également le rôle du Hezbollah dans les frappes contre l'armée israélienne et le déplacement des colonies.

« La Palestine mérite plus » parce que nous menons une guerre mondiale. « Dans le monde, il y a des pays comme la Colombie qui sont dans la rue », dit-il. Et il précise : « Je ne le flatte pas. (Les Colombiens) ressentent la douleur que nous ressentons, nous savons que leurs relations avec Israël se sont dégradées. « Les Colombiens sont plus arabes que arabes et plus musulmans que musulmans et ils n'ont rien de commun avec nous, sauf les sentiments humains. »

Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)



Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) est une organisation marxiste qui combine lutte politique et lutte armée. Elle fait partie de l'OLP tout en faisant partie des groupes de résistance armée qui font face à l'occupation israélienne.

Contrairement à d'autres parties du monde, j'ai toujours perçu qu'au Moyen-Orient, le politique et le militaire ne sont pas deux méthodes qui s'excluent mais que, plus qu'ailleurs, elles vont de pair. C'est ce que me confirme le porte-parole du FPLP : « Nous ne pouvons pas établir de frontières qui séparent le politique et le militaire » puisque « dans la lutte de libération nationale, les dimensions politique et militaire ont été étroitement liées ».

Le FPLP dispose d'une branche armée, les Brigades du martyr Abu Ali Mustafa, qui ont participé à l'opération Déluge d'Al-Aqsa et font partie de l'axe de résistance à l'invasion israélienne. "Dès le 7 octobre 2023, nous déclarons que la bataille du déluge d'Al-Aqsa est l'une des étapes de la lutte menée par notre peuple."

Cette organisation est marxiste-léniniste et pense à la lutte palestinienne à partir de cette idéologie. « Le peuple palestinien mène sa lutte contre le projet sioniste en tant que fer de lance de l'impérialisme dans la région. La victoire sur ce projet est, en réalité, une défaite des intérêts impérialistes, menés par les États-Unis, c'est pourquoi notre vision repose sur des fondements de classe. La liste des ennemis est en tête de l'entité sioniste, de ses alliés des puissances impérialistes et des régimes arabes réactionnaires.»

La discussion qui suit tourne autour de la gestion des tensions internes au sein du bloc palestinien, compte tenu des contradictions indéniables auxquelles il est confronté. « Depuis sa création, le Front populaire a adopté le dialogue démocratique comme base pour diriger et résoudre les contradictions ou conflits internes au niveau palestinien. » Il précise que le Front « a rejeté et n'a jamais accepté de faire partie de coalitions sectaires au détriment de la lutte contre l'ennemi sioniste ».

Pour eux, l'unité repose sur un « programme de résistance » et à partir de là, ils proposent « de resserrer les rangs, de panser les blessures, de réduire les écarts et de rapprocher les points de vue entre les forces et les détachements », sachant que « le dialogue, et seul le dialogue démocratique, est la base de toute solution aux conflits ou contradictions internes.

Bien qu'ils fassent partie de cette coalition appelée OLP, ils se distancient de tout espoir dans les accords d'Oslo : « les accords d'Oslo n'ont pas mis fin à l'entité sioniste, mais, malheureusement, l'Autorité palestinienne continue de s'accrocher à cet accord, bien sûr. dont il ne reste plus rien sur le terrain". Il souligne que « le colonialisme d'occupation ne peut pas renoncer de lui-même à son propre projet, mais seulement lorsqu'il y est contraint ». En ce sens, il caractérise ces Accords comme un espace pour « démanteler et détruire la cause palestinienne en tant que cause de libération, en la transformant en une question de terres contestées ».

Haytham Abdo déclare qu'il s'agit de « la chute d'une option palestinienne poussée par les régimes arabes réactionnaires dans un marécage d'illusions, qui n'aboutirait qu'à la noyade et à la mort ». Il sait qu'on ne peut presque rien attendre des régimes arabes qui fonctionnent pour le sionisme : « L'expansion des bases militaires américaines dans la plupart des pays arabes constitue un soutien fort à l'ennemi sioniste. » Il reconnaît également : « La bataille du déluge d'Al-Aqsa a démontré avec quelle rapidité les puissances impérialistes se sont mobilisées pour soutenir et soutenir l'entité sioniste » ; précise que « certains régimes ont établi une ligne d'approvisionnement et un pont direct à travers leurs territoires pour contrecarrer le blocus de l'entité (sioniste) ».

La lutte palestinienne n'a pas commencé le 7 octobre. C'est pourquoi il affirme que « si le monde ne prend pas en compte les droits de nos peuples, il n'y aura ni stabilité ni sécurité dans la région ni dans le monde ». Le FPLP n'oublie pas que l'ennemi est puissant : « Nous savons que le camp ennemi sioniste-impérialiste ne reculera pas ou ne se retirera pas facilement », mais il ajoute que « ces extrémistes agissent contre l'humanité toute entière et creusent la tombe de l'entité, de leurs propres mains".

LISTE DES INTERVIEWÉS

Cheikh Ali Abou Shahin, membre du bureau politique du Mouvement du Jihad islamique (novembre 2023, Beyrouth, Liban).

Ali Faysal, membre du bureau politique du Front Démocratique de Libération de la Palestine -FDLP- et vice-président du Conseil National Palestinien. (Novembre 2023, camp de réfugiés palestiniens de Mar Elias).

Hassan Alayan de l'Association nationale des médias. Expert du Hezbollah (novembre 2023, Liban).

Khaled Qadomi, porte-parole du Mouvement de résistance islamique, Hamas (décembre 2023, Johannesburg, Afrique du Sud).

Haytham Abdo, membre du Comité central du Front populaire de libération de la Palestine, FPLP, février 2024, depuis Beyrouth, Liban.